

MEILLEURS FUTURS : ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR TOUS EN 2050

par

Naomar Almeida-Filho, Institute of Advanced Studies, University of São Paulo, Brazil

Les questions soulevées dans le Project Futurs de l'enseignement sont : Comment devrait être l'enseignement supérieur en 2050 ? Comment l'enseignement pourrait contribuer à un meilleur avenir pour tous en 2050 ? La première question comporte du désir et de l'espoir avec un certain degré d'illusion, utopique par définition. La deuxième se rapporte à un programme de propositions et initiatives pratiques et réalisables, protopien par définition.¹

La clé pour répondre à ces questions est double : d'abord anticiper de façon critique et créative l'année 2050 et puis, réexaminer du point de vue conceptuel et politique le terme « enseignement ».

Pour commencer examinons les tendances actuelles - tendances en matière de connaissances, économiques, sociopolitiques – en tant que des signaux prospectifs.

Le programme épistémologique se centre sur un scénario futur de production de connaissances. Pour les prochaines décennies, le taux de changement des **tendances en matière de connaissances** est élevé, compression spatio-temporelle, avec une projection du temps dans le futur, espaces sociaux transnationaux complétés par hyper connectivité, intelligence collective, diversité épistémologique et interdisciplinarité. Actuellement, il y a une profonde transition technologique dans le monde, elle avance si rapidement qu'il paraît presque impossible mesurer les effets dans la vie quotidienne. Dans ce monde, techno science est une superstructure. Des technologies de plus en plus courantes comprenant du matériel et des procédés extrêmement complexes sont appliquées d'une façon très massive. Les marchés ne dépendent plus de la théorie économique classique de la valeur /coût basée sur la matière-temps-énergie, mais de l'optimisation extrême de l'utilité potentielle basée sur la connaissance intégrée. La valeur des biens est de moins en moins définie par le coût des matériaux de la base physique des produits (matière première, moyens de production, main-d'œuvre, intrants, etc.) et le temps utilisé pour leur production. De plus, la notion même de valeur d'usage presque perd son sens pour des dispositifs technologiques typiquement multifonctionnels, et présente des utilisations et des fonctions non prévues auparavant.

Les frontières technoscientifiques actuelles (nanomatériaux, néochimie, mégadonnées, robotique, intelligence artificielle, heuristique, bio-modélisation, etc.) représentent un nouveau profil technologique du professionnel nécessaire pour 2050. Dans cette perspective, dans ce que nous espérons sera un meilleur avenir, la pratique des opérateurs de systèmes, politiques, programmes et services, requerra des compétences inter-transdisciplinaires, interprofessionnelles, multi-référencées, culturellement sensibles, politiquement responsables, favorisant la qualité et l'équité.

¹ La différence entre utopie et protopie sera développée la conclusion de cette communication.

Pour atteindre cet objectif, quel profil sociopolitique et professionnel définira ce professionnel ? Quels principes, valeurs et attitudes devra-t-elle/il développer et cultiver pour être efficace, solutionneur et créatif/créative ? Quels seront les connaissances, compétences et valeurs minimales nécessaires ?

Des **tendances macro - économiques** dans le scénario international actuel suggèrent l'avenir de l'économie en 2050. Un élément fondamental des processus de production industrielle automatisée est la connaissance intégrée dans le matériel de ces technologies et aussi dans les mécanismes de servocommande impliqués dans la programmation de ces machines. Le produit intellectuel, paramétré en chaînes d'algorithmes, traditionnellement désigné comme programmation, devient un élément essentiel d'une forme de constitution de valeur qui n'utilise pas les mêmes règles de compréhension valables en cette époque du capitalisme industriel. La nature, la conception, l'utilité et le prix des produits ne peuvent pas non plus être mesurés par les mêmes modèles et paramètres que le mode de production classique. Le temps de travail humain utilisé pour fabriquer une petite machine numérique comme n'importe quel téléphone intelligent est très réduit, notamment parce qu'un processus miniaturisé fonctionne pratiquement hors de portée de la capacité humaine ; alors, il est impossible de le faire manuellement et donc il est également automatisé. Ce qui est payé pour acheter un tel dispositif couvre bien d'avantage l'intelligence qui y est incorporée dans la mesure où, du point de vue de sa matérialité, le processeur numérique qui contrôle l'équipement coûte très peu. Cette intelligence et ses effets peuvent être reproduits sans apport physique, de sorte que pour chaque appareil, la plus-value est théoriquement reproduite sans aucun coût et détérioration. Pour conclure, la forme actuelle d'agrégation de la valeur au produit est totalement différente du paradigme industriel classique : d'abord, parce que, étant miniaturisé, il a été fabriqué dans un processus d'automatisation presque totale ; deuxièmement, parce que le système d'exploitation et les applications respectives n'ont aucune matérialité ; troisièmement, la multiplication marginale des utilitaires signifie que le coût payé par l'utilisateur tient compte des nouvelles fonctions.

La transition du paradigme techno-scientifique, avec une grande rapidité, intensité et portée, apporte une composante sociale inattendue : l'inégalité d'accès des sujets aux usages et bénéfices des produits de cette transition (Piketty, 2014). Les tendances tant épistémologiques qu'économiques pourraient faire écho dans les sphères sociales et politiques, et nous permettre de prévoir **les tendances sociopolitiques** : inégalités extrêmes, effets pervers des crises sociales et politiques, redéfinition de la relation État/Marché, l'impérialisme des blocs économiques, ajustements avec l'austérité budgétaire, le retrait des politiques publiques, la crise de l'État-providence, le racisme et la xénophobie, l'individualisme généralisé. Dans le contexte mondialisé de l'ultra-néolibéralisme, une grande partie de la population est vulnérable à l'exclusion sociale, politique et économique. De nombreux pays ne rempliront pas les fonctions de base d'un État démocratique moderne, comme établi depuis sa conception au début du XIX^{ème} siècle en tant que dispositif capable de redistribuer le pouvoir et la richesse, en diminuant au maximum les effets des inégalités économiques et des déséquilibres politiques pour assurer la paix sociale. Par conséquent, ils confirment leur statut d'État socialement malsain ou « d'État prédateur ». Sous-financés et inefficaces pour mener des politiques publiques capables de compenser les désavantages actuels et de régler les dettes sociales historiques, les secteurs publics deviennent un dispositif pour transformer les inégalités économiques en inégalités sociales et politiques,

principalement dans des domaines tels que l'enseignement. Dans ce capitalisme globalisé, la politique est souvent régie par une combinaison de fondamentalisme et d'obscurantisme, avec des ajustements économiques guidés par le néolibéralisme, produisant des inégalités sociales injustes, avec des impacts négatifs sur la vie sociale et culturelle.

Dans le domaine de l'enseignement, dans ce monde de demain où la mémoire prend forme, code et dimension, la compétence pour maîtriser les protocoles, les normes et les techniques d'intervention peut potentiellement être réalisée en automatisant les processus de mémorisation de l'information ; simplement savoir comment déclencher des mécanismes technologiques pour accéder à l'information. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, il est opportun, et urgent, de créer, d'améliorer et de mettre en œuvre de nouveaux modèles d'enseignement pour atteindre les compétences nécessaires à l'intégration techno-sociale souhaitée, pleinement conscient.

Pour repenser le terme « enseignement » sur le plan politique, il faut une prémisse, avec son juste corollaire, ainsi qu'une considération préliminaire. On part du principe que l'Éducation est un droit humain fondamental, car elle est la matrice de tous les droits capables de promouvoir l'équité dans les sociétés modernes. Son corollaire est que, si elle est bien comprise et fournie de manière appropriée, l'enseignement supérieur est certainement une condition pour permettre à l'être humain de participer aux interactions sociales et politiques grâce à une citoyenneté mondiale cognitive pleinement autorisée.

Compte tenu de cette prémisse et de son corollaire, nous devons au préalable distinguer les fonctions de l'enseignement tertiaire des missions de l'enseignement universitaire. Les fonctions de l'enseignement tertiaire sont l'enseignement des cadres techniques et de gestion, de simples utilisateurs d'applications technologiques, reproduisant les connaissances disciplinaires établies et les techniques normalisées. Cependant, les missions de l'enseignement universitaire, comme développées historiquement jusqu'à présent, devraient être révisées et actualisées en raison des tendances contemporaines. Ces missions ont été :

1. Promotion de la culture universitaire (scolastique, humaniste, éthique, technoscientifique, écologique).
2. Formation d'intellectuels [Scientifiques (producteurs de connaissance) ; des inventeurs (développeurs de technologie et épandeurs) ; des critiques (des voix pour un savoir contesté) ; des éducateurs (les promoteurs d'un nouveau *bildung* contemporain)].
3. Création - production de connaissances [c'est-à-dire génération de capital symbolique au sens Bourdieusien].
4. Critique culturelle : transformation sociale (enseignement général, formation interculturelle).

Afin de construire de meilleur futurs pour l'année 2050, nous avons besoin d'un programme (politique, social culturel et éthique) pour l'enseignement supérieur émancipateur dans les sociétés démocratiques dans un monde globalisé. Schématiquement, ce programme peut comprendre :

1. Surmonter la globalisation subordonnée, grâce à des approches et des solutions vers un multilatéralisme renouvelé.

2. Reconnaître le savoir comme un actif économique et géopolitique qui pourrait être mis au service du bien commun.
3. Examiner et réinventer l'État-providence en tant que projet éthique et social.
4. Créer et encourager des institutions innovatrices pleinement engagées en faveur de la qualité et de l'équité.
5. Investir dans des technosciences de rupture capables de déclencher des changements plus nombreux et de meilleure qualité.
6. Suivre une compétence technologique essentielle comme un moyen d'ajouter de la valeur sociale pour tous.
7. Donner la priorité aux politiques publiques transformatrices en reconquérant l'espace sociétal - communautaire.
8. Promouvoir l'idée d'enseignement général, en préservant les valeurs humanistes de l'université sous des processus contextuels contemporains.
9. Valoriser l'enseignement pour la sensibilité sociale et environnementale, en promouvant la responsabilité planétaire et les valeurs de durabilité au sens large.

Un énorme défi est d'organiser les programmes de l'enseignement supérieur adaptés à ce programme, dans un futur incertain et mutant, en intégrant l'enseignement général interprofessionnel et transdisciplinaire non seulement pour la formation des professionnels, mais aussi pour former des étudiants intéressés et participatifs. Ce problème peut être présenté en plusieurs questions, dans des dimensions différentes : Comment construire un nouveau modèle d'enseignement qui ne soit pas seulement formation ? Et par conséquent : comment transformer une manière de mener des pratiques sociales historiquement consolidées qui, à de nombreux égards, peut être capable de défier considérablement et, d'une certaine manière, de transgresser et de surmonter le mode hégémonique d'organisation des pratiques professionnelles et des modèles éducatifs ? Comment parvenir à un tel modèle ajusté, capable de le rendre possible, tout en étant dans un contexte conservateur et inertiel qui, à la limite, est hostile à l'innovation et réfractaire au changement ?

Ces questions font partie intégrante d'une question générale qui, à mon avis, doit être considérée comme le résultat d'une action institutionnelle dans le complexe domaine des politiques publiques. À cet égard, en complément du plan de rhétorique, il faut d'abord surmonter la fragmentation produite par les approches disciplinaires réductionnistes, car de nombreux projets de changement profond s'engagent dans des modèles d'inter-transdisciplinarité dans le milieu académique, mais sans être en mesure de traduire cette option épistémologique sur le terrain de pratiques à travers la formation interprofessionnelle.

Un apprentissage transformateur, absolument nécessaire, consiste à développer des qualités de leadership ; son objectif est de produire des agents de changement éveillés. Dans les universités médiévales, la formation des matières d'enseignement était basée sur des études générales (*studia generalia*) composées de deux sujets d'études, appelés libéraux : le trivium (logique, grammaire, rhétorique) et le quadrivium (arithmétique, géométrie, astronomie, musique). Dans les facultés et les écoles des temps modernes, avec l'émergence du mode de production capitaliste et de l'individualisme libéral, les arts dits mécaniques ont été introduits en tant que

connaissances pratiques, stratégies de gestion et techniques de production adaptées à l'enseignement supérieur professionnel et spécialisé. Dans le monde globalisé, complexe et diversifié d'aujourd'hui, interconnecté, de plus en plus accéléré, et manquant de solidarité et de sensibilité, nous devons examiner l'importance et peut-être devoir reprendre, dans l'enseignement supérieur, le concept d'enseignement général. Dans cette optique, j'ai identifié cinq compétences de base à développer, que j'ai proposé de nommer comme le *pentavium* :

1. Compétence linguistique (domaine de la langue vernaculaire et d'au moins une langue étrangère, défini par le domaine d'activité professionnelle) ;
2. Formation en recherche (raisonnement analytique et savoir-faire en interprétation pour produire des connaissances) ;
3. Compétence pédagogique (aptitudes didactiques nécessaires au partage des connaissances) ;
4. Compétence technologique essentielle (maîtrise des moyens de pratique et ses implications) ;
5. Sensibilité écosociale (empathie et capacité d'écouter intelligemment, de lutter contre les inégalités sociales, avec éthique et respect de la diversité humaine).

Le développement de ces compétences nécessite de modèles de formation reposant sur des connaissances et des pratiques intégrées, guidées par la qualité – équité, et demandent des dispositifs pédagogiques actifs et un recours intensif à des technologies de l'information et de la communication. Mon opinion est que la perspective la plus importante pour l'année 2050 est la notion de sensibilité écosociale, intégrée par la conscience planétaire (Territoire-Monde ; local-Global) ; la responsabilité systémique (Partie-ensemble : intégrité du réseau) ; la volonté de changement (Éthique et respect de la diversité humaine) ; pensée transépistémique (écologie de savoirs) ; solidarité et empathie (pour surmonter l'individualisme centré sur soi). Est-ce que cela semble utopique ?

A l'origine, le terme *utopie* supposait la conception allégorique d'un lieu qui n'existe pas, merveilleux, mais fantaisiste, situé dans le néant. Le terme *protopie* représente également un néologisme, proposé encore plus récemment. Reprenant la proposition manheimienne, la protopie est un mouvement proactif pour exécuter une proposition de création ou pour transformer profondément une réalité donnée. D'une certaine façon, la protopie fait référence à des projets réalistes et viables visant à atteindre une utopie, comme la demande en faveur de l'enseignement universitaire pour tous dans l'année 2050.